



LES DEMANDES DE BOURSES SONT MAINTENANT DISPONIBLES >> page 2

AUSSI DANS CE NUMÉRO: RASSEMBLEMENT POUR LA SYNDICALISATION DE TOYOTA>> page 4



VOLUME 2, N° 4

WWW.UNIFOR.ORG

27 FÉVRIER 2013

uniforum



Des dirigeants et militants de la section locale 707A d'Unifor à Fort McMurray se sont rassemblés dernièrement pour discuter de la campagne d'Unifor sur les Droits en milieu de travail prévue au printemps.

Tim Hudak bât en retraite

L'annonce surprise, faite par Tim Hudak, que le Parti progressiste-conservateur de l'Ontario allait laisser tomber son plan d'abolir la formule Rand dans la province est bien reçue, mais ses nombreuses autres menaces envers les travailleurs se poursuivent et ne seront pas tolérées, a affirmé le président national d'Unifor, Jerry Dias.

« Tim Hudak a retiré la

>> Suite à la page 3

Le budget ne suffira pas

« Comme tous les Canadiens le savent, les budgets sont une question de choix », a affirmé le président national d'Unifor, Jerry Dias au moment où le gouvernement Harper a déposé son budget le 11 février. « Aujourd'hui, le gouvernement fédéral en a fait quelques bons, mais la plupart sont de mauvais choix. »

« La meilleure manière d'aborder les problèmes qui ont une incidence sur le portefeuille est de créer des emplois de qualité, et notre

gouvernement a encore une fois raté l'occasion de le faire.»

« Avec plus de 390 000 jeunes sans emploi, un fonds de petits prêts et une poignée d'apprentis ne seront pas suffisants », a déclaré M. Dias.

« Unifor s'inquiète du fait que le budget omet de s'attaquer à ce qui préoccupe le plus les Canadiens, soit la morosité de l'économie et les perspectives d'emploi plutôt sombres », a-t-il souligné.

M. Dias s'inquiète aussi que la Subvention canadienne pour l'emploi détourne des fonds des ententes sur la main-d'œuvre, qui financent des programmes cruciaux comme le recyclage et

>> Suite à la page 3

Le Conseil québécois se réunit

Plus de 300 déléguées et délégués se sont réunis pour la fondation du Conseil québécois d'Unifor les 11 et 12 février dernier à Québec. Au nombre des allocutions, mentionnons celles de Michel Ouimet, directeur québécois et de Jerry Dias, président d'Unifor.

Le confrère Ouimet a tenu à souligner l'importante victoire des membres de la section locale 184 de Silicium

>> Suite à la page 3

#unifor

Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor

@MadawaskaRivers La classe moyenne canadienne est en difficulté @SyndicatUnifor affaires.lapresse.ca/economie/canad...

@SebastienRobert Félicitations aux travailleurs d'échafaudage IEQ à #jonquiere, qui se sont syndiqués @SyndicatUnifor affilié @FTQnouvelles #syndqc

En bref

Entente chez Diageo

Les membres de l'usine de Diageo, à Amherstburg, ont voté à 84 pour cent en faveur d'une nouvelle convention collective de trois ans qui comprend une augmentation d'un dollar de l'heure ainsi qu'une prime d'efficacité de 1 000 dollars qui sera versée en novembre pour la signature de l'entente.

Le président de la section locale 2098 d'Unifor, D.J. Lacey, a déclaré que les avantages sociaux et l'indemnité de vie chère seront maintenus dans la nouvelle convention collective, qui prévoit 110 primes de départ. Nous comptons actuellement 92 travailleuses et travailleurs dans l'usine et 169 membres sont mis à pied.

Diageo, une entreprise de Londres, en Angleterre, embouteille le Crown Royal à Amherstburg. 

Investissement de Sel Windsor

Les membres d'Unifor chez Sel Windsor Ltée ont ratifié une nouvelle convention collective dans laquelle l'employeur s'engage à investir 300 millions de dollars pour prolonger la durée de vie de la mine.

L'entente comprend également des améliorations aux dispositions contractuelles, aux soins de la vue, au régime dentaire, aux primes de quart, aux prestations d'invalidité de longue durée ainsi que des augmentations de salaire de 0,30 \$ à 0,45 \$ l'heure chaque année en plus d'augmentations pour certains postes.

Le régime de retraite de l'employeur sera converti d'un régime à prestations déterminées à un régime à cotisations déterminées à compter du 31 décembre 2015. 

Encadré photo



Le directeur québécois d'Unifor, Michel Ouimet, prend la parole au premier Conseil québécois.

PHOTO PAR MARIE-ANDRÉE L'HEUREUX



Les membres d'Unifor à Vancouver s'informent sur les Droits en milieu de travail.

PHOTO PAR IAN BOYKO

Bourses d'études d'Unifor



Unifor s'est engagé à bâtir le syndicat le plus fort et le plus efficace qu'il soit et d'améliorer la vie des travailleuses et travailleurs. En tant que syndicat social, nous nous préoccupons des mesures politiques qui ont un impact sur la vie des travailleuses et travailleurs.

L'éducation postsecondaire est inaccessible pour plusieurs enfants de milieu populaire à cause de la montée en flèche des droits de scolarité.

Unifor fait partie d'un mouvement plus vaste qui

comprend des étudiants, des groupes de foi et des citoyens ordinaires qui demandent que des mesures soient prises par le gouvernement pour rendre l'éducation postsecondaire accessible.

Nous avons aussi créé quelques bourses d'études de 2 000 dollars chacune pour les enfants des membres en règle d'Unifor ou des membres d'Unifor décédés alors qu'ils étaient membres en règle. Ces bourses sont un soutien pour la première année d'études dans une institution publique

canadienne (université, collège communautaire, institut technique).

La date limite de dépôt d'une demande est le 30 avril 2014.

Les renseignements et les formulaires de demandes des bourses ont été envoyés aux sections locales et se trouvent aussi à cette adresse:

<http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/evenement/bourses-detudes-du-syndicat-national-et-des-conseils-regionaux-dunifor> 

Les mises à pied chez United sont inacceptables



Les mises à pied et la sous-traitance aux aéroports au Canada annoncées récemment par United Airlines sont inacceptables et doivent être renversées, a affirmé le président national d'Unifor, Jerry Dias.

« C'est un choc dévastateur pour une main-d'œuvre expérimentée qui a fait ses preuves qu'elle pouvait exécuter ses tâches selon les normes les plus élevées », a déclaré Jerry Dias.

Unifor représente 94 représentantes et

représentants au service à la clientèle de l'aéroport international Pearson à Toronto. Avec eux, 85 employés de l'aéroport international de Vancouver et 58 employés de l'aéroport international de Calgary (membres de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale) seront mis à pied au cours des prochains mois alors que la compagnie aérienne américaine a décidé de sous-traiter le travail.

Selon le plan de la

compagnie, les membres d'Unifor à Toronto seront mis à pied d'ici le 1er juin.

Jerry Dias considère que les lois sont inadéquates pour protéger les droits des travailleurs sous juridiction fédérale qui, selon lui, sont responsables des dommages causés à plus de 200 familles au pays à la suite de cette décision.

« Il n'y pratiquement pas ou aucune protection obligatoire dans le domaine des droits de succession. » 

SERVICE DES COMMUNICATIONS D'UNIFOR

SARAH BLACKSTOCK, SHANNON DEVINE, KATIE ARNUP ET STUART LAIDLAW, IAN BOYKO AND SHELLEY BURGOYNE

>> Suite de "Le budget ne suffira pas" sur page 1

l'alphabétisation.

Il a salué les sommes additionnelles affectées sur deux ans par le gouvernement fédéral au Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. « Partout dans le monde, les gouvernements travaillent avec les industries et les syndicats pour soutenir des secteurs économiques importants comme celui de l'automobile », a affirmé M. Dias. « Afin de rester compétitifs dans un marché mondial, il est crucial que notre gouvernement joue aussi un rôle. »

M. Dias a également souligné que des stratégies sectorielles sont nécessaires pour créer des emplois. « Nous avons vu la faible croissance qui émane d'une économie sans direction. Maintenir le cap n'est pas utile lorsqu'il semble n'y avoir aucun plan quant à la direction à suivre. »

>> Suite de "Tim Hudak bât en retraite" sur page 1

pièce centrale de ses politiques rétrogrades, mais il a toujours l'intention de faire reculer la législation du travail dans cette province », a ajouté M. Dias.

« Il est manifestement en train de paniquer après avoir constaté qu'il n'avait aucun appui à ses politiques et après avoir essuyé une lourde perte lors des élections partielles de Niagara où son projet d'abolir la formule Rand était un enjeu électoral », a déclaré M. Dias.

La formule Rand stipule que, bien que les travailleurs puissent choisir de se joindre à un syndicat ou non, ils doivent payer des cotisations au syndicat qui les représente en vertu de la convention collective négociée avec l'employeur.

Tim Hudak a laissé tomber sa politique controversée, à laquelle plusieurs personnes de son propre parti n'avaient

>> Suite de "Le Conseil québécois se réunit" sur page 1

Québec qui, après avoir traversé un lock-out de plus de 8 mois, sont rentrés la tête haute au travail. Il a rappelé combien la solidarité entre les sections locales d'Unifor et l'ensemble du mouvement syndical a fait la différence.

Le confrère Dias a lancé un appel vibrant à la mobilisation non seulement de nos dirigeantes et dirigeants, mais de tous nos membres. « Nous sommes attaqués! Nous sommes visés par plusieurs gouvernements et employeurs au pays. C'est pourquoi nous devons combattre. Et pour ce faire, il faut mobiliser nos membres. »

Autre moment marquant, lorsqu'à la demande de Marcel Trudel (section locale 1210), Unifor a symboliquement hissé le drapeau arc-en-ciel sur l'estrade avant. « Nous devons dire haut et fort que notre syndicat s'oppose aux mesures homophobes et à



Le Conseil québécois élit son premier comité exécutif. La liste complète des noms se trouve à la page 4.

celle qui oppressent les personnes LGBT en Russie et

ailleurs dans le monde. »

Le saviez-vous?

Le Québec compte plus de 52 000 membres d'Unifor et plus de 249 sections locales. Presque la moitié se trouve dans la grande région de Montréal. Près de 8 000 membres d'Unifor au Québec font partie d'une section locale sous réglementation fédérale.

Journée internationale de sensibilisation aux lésions attribuables au travail répétitif

Le dernier jour de février est la Journée internationale de sensibilisation aux lésions attribuables au travail répétitif (LATR).

Catherine Fenech, une travailleuse blessée, a lancé cette journée annuelle en l'an 2000, dans le but d'attirer l'attention du public et de pousser à l'action les entreprises et le gouvernement concernant ce type de blessures. D'après les statistiques, les LATR ne cessent d'augmenter depuis les années 1990, et cette tendance ne montre aucun signe de fléchissement.

Ces lésions sont lourdes de conséquences et elles peuvent affecter tous les aspects de notre vie. C'est pourquoi nous avons besoin de règlements, de programmes à participation non facultative et des mesures de mise en application.

L'expression « lésion attribuable au travail répétitif

(LATR) », et son synonyme, « trouble musculo-squelettique d'origine professionnelle », sont des termes génériques servant à désigner plusieurs blessures dues à un travail répétitif, affectant les tissus mous (muscles, tendons et nerfs) du cou, du haut et du bas du dos, du thorax, des épaules, des bras et des mains.

Ces lésions peuvent être causées par des tâches fréquentes et répétitives ou des activités exigeant une mauvaise posture. Les LATR sont un grave problème de santé professionnelle à travers le monde, et elles sont reconnues comme l'une des principales causes de douleur chez les travailleuses et travailleurs.

Plusieurs fiches d'information sont disponibles : <http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/nouvelles/international-repetitive-strain-injury-rsi-day>

Le Conseil Québécois a élu son comité exécutif

Le Conseil québécois d'Unifor, qui a eu lieu les 11 et 12 février, a élu son premier comité exécutif et ses premiers comités permanents.

Comité exécutif

Chair: Marcel Rondeau, section locale 2002 – secteur transport, Montréal

Vice-Chair: Sophie Albert, section locale 522 – secteur aéronautique, Montréal

Trésorier: Daniel St-Pierre, section locale 648 – secteur foresterie, Montréal

Secrétaire-archiviste: Cathy St-Amand, section locale 1044 – secteur manufacturier,

Québec

Membre-directeur:

Richard L'Heureux, section locale 8284 – secteur communications, Montréal; Jean Simoneau, section locale 184 – Secteur aluminerie et mines, Trois-Rivières; François Arseneault, section locale 698 – Secteur automobile et pièces, Montréal et les environs.

Comité sur l'action politique

Jacques Ouimet, section locale 100; Véronique Figliuzzi, section locale 6000; Philippe Lavoie, section locale 2009.

Comité sur la santé, sécurité et environnement

Christian Comeau, section locale 75; Martin Labonté, section locale 761; René Émond, section locale 894.

Comité sur la condition féminine

Cathy St-Amand, section locale 1044; Carolina Iacino, section locale 6002; Marie-France Fleurantin, section locale 62.

Comité des jeunes travailleuses et travailleurs

François Arseneault, section locale 698; Michel Du Cap, section locale 6003; Mylène Brault, section locale 62.

Comité des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT)

Pierre De Montigny, section locale 6000; Benoît Lapointe, section locale 2002; Marcel Trudel, section locale 1210

Comité des travailleuses et travailleurs autochtones et racisés

Luc Léopold Heheng, section locale 62; Mohsen Ben Kheder, section locale 6000;

Comité des travailleuses et travailleurs ayant un handicap

Manon Camiré, section locale 2002; Jean Léger, section locale 894; Steve Lussier, section locale 2002. 

La directrice régionale de l'Atlantique, Lana Payne, s'est vue décerner le titre de « femme à la vision audacieuse »

Dans le cadre du 150^e anniversaire de la conférence de Charlottetown alors que 23 hommes se sont réunis pour proposer une vision audacieuse du Canada, une coalition d'organisations féminines de l'Île-du-Prince-Édouard s'est rassemblée pour célébrer le rôle essentiel que jouent et continueront de jouer les femmes dans le progrès du pays.

La candidature de Lana

Payne a été proposée par ses consœurs d'Unifor pour cet événement particulier qui va réunir 23 femmes afin de partager leur vision du Canada pour les 150 prochaines années.

« Comme dirigeante syndicale, féministe et militante politique, Lana prône toujours le changement social progressiste », a déclaré Julie White, directrice du Service de la condition féminine d'Unifor.

« Son engagement à bâtir un monde meilleur est contagieux et les consœurs d'Unifor n'auraient pu trouver une meilleure personne que Lana Payne pour proposer une nouvelle vision du Canada. »

Pour plus d'information sur d'autres éminentes personnes mises en candidature, visitez le site www.aboldvision.ca. 



Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique.

Un rassemblement renforce la campagne chez Toyota

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) a tenu un rassemblement à Kitchener en appui à la campagne de syndicalisation des travailleuses et travailleurs qui a attiré plus de 250 militantes et militants du SCFP, d'Unifor et des conseils du travail de la région.

« Lorsque les travailleuses et travailleurs s'organisent, toute la communauté en bénéficie », a déclaré le président du SCFP de l'Ontario, Fred Hahn, devant

une foule enthousiaste.

La foule a souhaité la bienvenue aux travailleuses et travailleurs de Toyota présents en les applaudissant. Le président national du SCFP, Paul Moist, a déclaré que son syndicat fait tout ce qui est possible pour aider à la syndicalisation des employés des usines de Toyota.

« Ces travailleuses et travailleurs sont en voie d'instaurer la dignité et l'équité dans leur milieu de travail et je les encourage à

poursuivre leurs efforts en ce sens », a déclaré Paul Moist.

« Les employés de Toyota seront bien représentés par Unifor dans leur milieu de travail », a-t-il ajouté.

Un employé de Toyota qui participait au rassemblement a déclaré que presque toutes les questions soulevées par les membres de leur campagne « n'avaient rien à voir avec la rémunération, mais qu'il s'agissait plutôt d'une question de respect et de la façon dont ils étaient traités

au travail. »

Le président national d'Unifor, Jerry Dias, a souligné que 89 pour cent des travailleuses et travailleurs de Toyota partout dans le monde sont syndiqués.

« Si c'est assez bon pour tous les employés de Toyota dans le monde, il en est de même pour ceux de Toyota en Amérique du Nord », a-t-il ajouté. 